

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

REHABILITATION DES LOCAUX RDC CNAF

Catégorie opération 2

22 RUE NODOT
21000 DIJON

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	19/12/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	17
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	20
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	20
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	21
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	22
3.5.2 Travaux divers	22

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	24
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	24
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	26
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	27
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	29
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	30
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	30
5.2 CANTONNEMENTS.....	30
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	32
5.3.1 Mise en place bungalows	32
5.3.2 Cantonnement à étages.	33
5.3.3 Installation électrique.....	33
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	34
6.1 ORGANISATION.....	34
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	36
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	37
6.2.2 Interdiction de fumer	37
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
7.1 PPSPS	38
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	38
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	38
8 Annexes	39
Panneau : En cas d'accident.....	39

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

REHABILITATION DES LOCAUX RDC CNAF

22 RUE NODOT
21000 DIJON



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Travaux de réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales au RDC pour création de bureaux

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CAISSE NAL DES ALLOCATIONS FAMILIAL AVENUE DE LA SIBELLE 75685 PARIS CEDEX 14	
Maître d'Oeuvre	VINCENT BILLARD Architecte 49 Rue de Longvic 21000 DIJON	TEL : 06 89 43 95 68

Inspection du travail	DDETS 21 Boulevard Voltaire 21000 DIJON	TEL : 03 80 45 75 00
OPPBTP	OPPBTP Agence Bourgogne-Franche-Comté Immeuble Isis 6 Rue Saint-John-Perse 21000 DIJON	TEL : 03 80 78 95 20
CARSAT	CARSAT BOURGOGNE FRANCHE COMTE 46, rue Elsa Triolet 21044 DIJON CEDEX	TEL : 09 80 93 43 46

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - DEMOLITION - GROS OEUVRE - MACONNERIE
- N°02 - MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE
- N°03 - PLATRERIE - ISOLATION - PLAFOND - MENUISERIES INTERIEURES - PEINTURE - REVETEMENTS DE SOLS
- N°04 - ELECTRICITE
- N°05 - CHAUFFAGE - PLOMBERIE - SANITAIRES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 6 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante appelée à intervenir sur le chantier devra préalablement avoir obtenu l'agrément du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Le coordonnateur SPS ne pourra procéder à l'inspection commune avec l'entreprise concernée qu'après avoir été informé, dans un délai raisonnable, de l'obtention de cet agrément.

De même, l'inspection commune avec un prestataire de services ne pourra être réalisée qu'après information préalable du coordonnateur SPS par l'entreprise utilisatrice.

Le recours au prêt de personnel ne pourra intervenir qu'à titre exceptionnel et dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le non-respect des présentes dispositions pourra entraîner, sur décision du maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier de l'entreprise ou des entreprises concernées.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

Les travaux se déroulent en site occupé en zone urbaine

Les travaux ne devront pas créer de gênes pour les riverains et activités à proximité--> Des cloisonnements et balisages physiques devront être mis en place afin de séparer les flux chantier/domaine public et interdire l'accès aux zones de travaux

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Aucune démolition ne pourra démarrer sans consignation des réseaux existants

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : LOT GROS ŒUVRE

Les intervenants devront être habilités AIPR (intervention à proximité des réseaux

La MOA et le MOE devront s'assurer de l'adéquation des consignation avec les travaux à réaliser et attester des consignation

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Les bases vies sur site d'intervention sont à faire valider et seront disposées suivant les zones en travaux. Elles seront indiquées sur le PIC mis à jour.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	P.I.C. à produire		Phase réalisation de l'ensemble du chantier <ul style="list-style-type: none"> LOT 01 	LOT 01
Clôture	Clôture existante du site à maintenir en état Clôture type "HERAS" ou similaire de 2 mètres de hauteur	En périphérie du site	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Portail et portillon	Portail et portillon fermés par serrure à clé ou par une chaîne et cadenas à code.	Suivant PIC	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Homme trafic	Responsable du lot réceptionnant le véhicule à l'entrée du chantier et conformément au DHOL	Sortie de chantier et circulation engins sur site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Signalisation	Panneaux de signalisation, réglementation (sortie de camion, panneaux d'interdiction de chantier, interdiction de stationnement, panneaux de consignes de sécurité). Outre les panneaux de chantier que l'Entreprise doit mettre en place, à l'entrée du chantier, un panneau supplémentaire devra être installé par l'entreprise principale pour permettre l'affichage de la déclaration préalable à l'ouverture des travaux défini à l'Article R4213-2 du code du travail	Sur l'ensemble des zones chantier et base vie	LOT 01 pour installation commune	LOT 01

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Grue et engin de levage	A définir en phase préparation		CHAQUE ENTREPRISE --> ATTENTION de survol des avoisinants	<ul style="list-style-type: none"> TOUS LOTS selon besoins
Divers	Cheminements et évacuations <ul style="list-style-type: none"> fléchages des sorties fléchages des cheminements indication des niveaux d'étage plan de l'étage 	Ensemble des bâtiments Selon avancement élévation	CHAQUE ENTREPRISE	

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Les travaux se déroulent en site occupé

Les abords et les sorties du chantier seront maintenu dans un état de parfaite propreté. Dès la période de préparation, l'entreprise du Gros Œuvre désignée par le maître d'Œuvre élaborera en accord avec les différents services, un plan de circulation et de balisage permettant d'orienter les véhicules et de fluidifier le trafic qui reste maintenu à la périphérie du chantier. Ce plan de circulation précisera notamment :- La localisation des clôtures et des portails, ainsi que le repérage des entrées/sorties- Les gabarits des véhicules admis sur le chantier- Les cheminements et les stationnement utilisables et interdits en séparant clairement qui sont réservés aux véhicules et ceux mis à la disposition des piétons- La position des panneaux d'orientation, d'information et de signalisation- L'implantation de la base vie

Les entreprises veilleront à ne pas gêner le fonctionnement du site. Les zones de chantier devront être cloisonnées et balisées par les panneaux réglementaires. Toutes les mesures nécessaires seront prises afin de laisser libre les accès au chantier et ne créer aucune gêne pour la circulation des usagers de la route. Le stationnement des véhicules de chantier ne devra pas gêner l'entrée au site, ni la circulation sur les voiries.

Charge admissible : Charge admise pour les camions de transport de matériaux selon la réglementation de la Commune

--> Demande à formaliser par l'entreprise concernée

Il en sera de même pour les chauffeurs et véhicules ou camions de livraison qui devront être systématiquement muni du DHOL à jour.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion place
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	L'accès piétons et véhiculesse feront depuis l'entréeprincipale du chantier : A définir lors de la réunion de préparation selon l'implantation de la base vie et les accès aménagés (PIC GO)	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP Les salariés devront être en possession de la carte d'identification professionnelle des salariés du BTP selon le Décret n° 2016-175 du 22 février 2016	L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte conformément à la réglementation en vigueur	Chaque entreprise est responsable pour l'ensemble de ses salariés
Liste du personnel	Chaque entreprise seraredevable, de la tenue deslistes des personnesshabilitées à pénétrer sur lesite.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

L'entreprise du Lot 01 fera mettre en œuvre les protections collectives, palissades, balisage et affichage afin d'interdire l'accès de la zone chantier au public. Les clôtures seront liaisonnées entre elles par collier et verrouillées

Les entreprises devront veiller à maintenir les accès existants en service.

Un parking chantier sera mis à disposition des entreprises, sur la zone base vie : les véhicules personnels devront être stationnés hors emprise chantier

A définir au démarrage chantier

- Le panneau de chantier est à la charge du Lot GO : devront figurer toutes les entreprises et organismes + sous traitants éventuels
- En cas de travaux par tranche, le panneau de chantier devra être instruit en fonction (entreprise différente selon tranche)

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les autorisations d'accès sur le chantier doivent être limitées aux seules entreprises déclarées (y compris les sous-traitants) qui doivent établir la liste nominative. Les sous traitants devront être préalablement agréés par le Maître d'Ouvrage. Dispositions à prendre par chaque entreprise :- port de vêtements ou avec le nom de l'entreprise- port du casque avec le nom de l'entreprise- Identification des engins, véhicules et matériel- Inscription des salariés sur le registre unique du personnel de chaque entreprise- Détention de la carte d'identité et/ou professionnelles de type carte BTP ,par chaque salarié intervenant sur le chantier- Mise en place des panneaux d'interdiction d'accès aux personnes non autorisées

L'accès à la base vie sera à définir selon son implantation :

- situé dans l'emprise du chantier, les cheminements de circulation base vie/poste de travail seront balisés et signalisés

Ces cheminements seront intégrés dans le PIC.

Les circulations piétonnes et véhicule devront rester propres et dégagées pendant toute la durée des travaux. Elles devront rester dans un état acceptable (boue, nid de poule...) et donc être préparées convenablement et entretenues.

Les voiries aux abords du chantier devront être nettoyées régulièrement. Aucun gravats / boues ne devra rester sur les routes.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins à l'intérieur du chantier :

- chaque manœuvre dans l'enceinte et sur la voie du chantier devra être dirigée par un homme de trafic
- toute manœuvre sur la voie de circulation est interdite
- les entrées et sorties du site se feront sous la direction d'un homme de manœuvre

Zones de circulation (nacelle, engin de chantier, grue mobile) :

- les zones de roulement devront être réalisées de manière conforme à la réglementation pour permettre la circulation d'engin et de largeur suffisante (notamment en pied de façade 3,00 m minimum)
- les trous, aspérités issus des travaux devront être supprimés par le lot chargé de sa mise en œuvre avant intervention des travaux en façades

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation du site à chaque salarié. Accès VL, PL et livraison	Premier accès au site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Voie intérieure	Voie de circulation stable et compactée permettant le cheminement des poids lourds	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et accès à la base-vie		LOT 01

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de livraison	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	A définir sur le P.I.C.	LOT 01 pour installation commune	CHAQUE ENTREPRISE
Aire de stationnement	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	A définir sur le P.I.C.	LOT 01 pour installation commune	CHAQUE ENTREPRISE
Signalisation	Signalisation routière et piétonne	Sur l'ensemble du site	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Homme de manœuvre	Responsable de la réception de livraison	Sur l'ensemble du site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore et feux de recul pour tout engin de chantier		CHAQUE ENTREPRISE	
Nettoyage avant sortie	Nettoyage des roues	A la sortie du site	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Présentation du site à chaque salarié. Cantonnement principal pour l'accueil des salariés de toutes les entreprises.	Cantonnement du chantier.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
Accès au cantonnement	Cheminement piéton en revêtement stabilisé	De l'entrée piétonne jusqu'à la base vie	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement piéton en revêtement stabilisé	De l'entrée piétonne jusqu'aux postes de travail	LOT 01 pour installation commune	LOT 01

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Séparation piétons/véhicules	Balisage rigide	En périphérie des voies de circulation	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Protection accès chantier	Chantier clos et indépendant Portail par grille type HERAS avec système de verrouillage	PIC Selon	LOT 01 pour installation commune	LOT 01
Auvent protection accès	SAS de protection en plaques fixes et rigides - Verticales pour éviter accès échafaudages - Horizontales pour éviter tous risques en cas de chute de matériel ou matériaux	Au droit des entrées de bâtiment	LOT 01	LOT 01

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Les moyens de manutention envisagés par les entreprises seront décrits précisément dans le PPSPS en précisant notamment le matériel de manutention, les recettes et les mises en commun envisagées. L'installation d'un moyen de manutention, levage sur chantier (monte-matériaux, treuils, grue mobile ou à tour...) doit être soumise systématiquement à l'accord du coordonnateur avant réalisation, pour en étudier les interférences et ce après étude par le lot utilisateur de la méthodologie d'installation, la stabilité au sol, les zones d'interdiction de survol...

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
-------------	--------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------------

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Grue automotrice	A définir lors de la période de préparation	ENTREPRISE CONCERNEES	TOUS LOTS selon besoin	A charge des entreprises intervenantes Grutier entreprise prestataire Appareaux de levage spécifiques à charge des entreprises utilisatrices - Normés et en bon état - Vérification périodique à jour de validité - Utilisation par du personnel habilité
Recettes à matériaux	A définir lors de la période de préparation	GO	TOUS LOTS selon besoin	A charge des entreprises intervenantes Appareaux de levage spécifiques à charge des entreprises utilisatrices - Normés et en bon état - Vérification périodique à jour de validité - Utilisation par du personnel habilité
Treuil électrique	A définir lors de la période de préparation	ECHAFAUDAGE	ENTREPRISE CONCERNEES	
Camion auto-déchargeable	Au droit des zones de livraisons	ENTREPRISE CONCERNEES	CHAQUE ENTREPRISE	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.

- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

L'entreprise prestataire devra transmettre un plan d'adéquation et un mode opératoire des levages

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

En cas de prêt de la grue à tour et/ou d'une grue mobile, une convention sera rédigée entre les deux entreprises.

L'engin sera piloté par le titulaire du lot.

L'élingage sera assuré par le personnel du lot utilisateur, personnel formé et habilité.

INTERDICTION DE SURVOLER DES ZONES HORS CHANTIER AVEC UNE CHARGE.

INTERDICTION DE SURVOLER LES BÂTIMENTS EN EXPLOITATION AVEC UNE CHARGE.

Dispositions générales : L'organisation des manutentions et des moyens de levage (qui sera abordée pendant le mois de préparation de chantier) est à la charge de chaque entreprise, mais doit être

cohérente avec l'organisation et le plan d'installation du chantier. Si un engin est cité dans le tableau ci-dessus, l'entreprise utilisatrice doit en informer l'utilisation aux autres entreprises intervenantes sur le chantier afin de permettre la mise en place de procédures, notamment lorsque :

il est inévitable de transporter des charges au-dessus des personnes (Art R4323-36), la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation (Art R4323-37), deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées des installations ou montées sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent (Art R4323-38).

Principaux risques relatifs aux appareils et installations de levage : La mise en œuvre de tous ces appareils et installations génère des risques parmi lesquels peuvent être cités :

le renversement de la charge, la retombée du chargement, le basculement de l'appareil, les heurts avec la charge, avec l'appareil, avec les organes mobiles, lors de la chute d'objet, les chutes de personnes de hauteur, de plain-pied, les risques résultant de la présence d'énergie : électrique, hydraulique, pneumatique, l'existence d'un confort insuffisant et de mauvaises conditions de travail. Rappel : en application de l'article R4323-56 du Code du travail, pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite pour :

grues à tour et grues mobiles, grues auxiliaires de chargement de véhicules, chariots automoteurs de manutention à conducteur porté, plates-formes élévatrices mobiles de personnes, engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté. L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants : a. un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail, b. un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opération pour la conduite en sécurité de l'équipement de travailleur, c. une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation

MESURES DE PRÉVENTION

Vérification des engins : Les différents rapports de vérification, initiale puis périodique ayant établi la conformité doivent être conservés à toutes fins utiles.

Stabilité des supports et solidité : Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée (Art. R4323-6).

Étude de sols, vérifications des fondations et du montage de grues à tour par organisme agréé.

Accessoires de levage : Les entreprises veilleront à mettre en œuvre les accessoires de levage spécifiques (palonniers, élingues, manilles, crochets, sangles, système de manutention treillis soudés, fourches à panneaux solaires, lève palette, palonnier à ventouse, containers spécifiques,....) afin d'assurer les manutentions en toute sécurité et selon les prescriptions du fabricant. Les accessoires de levage spécifiques feront l'objet d'un examen d'adéquation, d'un examen d'état de conservation et devront être éprouvés et homologués.

Les salariés devront être formés à l'élingage, et un chef de manœuvre devra prendre en charge la supervision des manutentions.

Limitations des interférences : Toutes mesures seront prises et toutes consignes seront données pour que, à aucun moment, les organes des équipements de travail servant au levage de charges, quels qu'ils soient, ainsi que les charges suspendues ne puissent entrer en contact direct ou provoquer un amorçage avec les parties actives d'installations électriques non isolées, ou détériorer les installations électriques environnantes (Art R4323-30).

Le dispositif devra être vérifié avant sa mise en service et après chaque modification ou intervention. Les grues pourront être équipées de caméras et de radios afin d'assurer les manutentions en toute sécurité entre le chef de manœuvre et le grutier.

Prévention des renversements :

Dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la charge maximale d'utilisation (CMU) indiquée en clair pour les appareils susceptibles de lever une seule charge maximale, sous forme de tableaux et de croquis pour les appareils susceptibles de lever des charges maximales d'utilisation à différentes portées. Notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyen d'installation des lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le constructeur)

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Dans un esprit d'ordre général et dans les cas précis où les manutentions sont réalisées manuellement, celles-ci doivent être spécialement étudiées (voir Memo pratique OPPBTP réf : A5 M 01 95 Les manutentions manuelles). Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent bénéficier :

- d'une formation sur les risques encourus,
- d'une formation pratique sur les gestes et postures.

Le port de charges ne doit pas dépasser 25 kg sinon le risque de développer des traumatismes lombaires ou autres maladies est nettement accru.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Il appartient donc à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales et verticales (chariot, élévateur manuscopique...) et de faire apparaître dans son PPSPS le mode de manutention retenu.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

CHAQUE ENTREPRISE pour grue mobile selon besoins

Lot chargé de l'entretien

CHAQUE LOT

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
TOUS STOCKAGES MATÉRIELS ET OUTILLAGES	Containers entreprises	Suivant le PIC (zone de stockage)	Extérieur selon PIC	TOUS LES OUTILS ET MATÉRIELS DOIVENT ÊTRE REMISE DANS UN CONTAINER VERROUILLE
Matériaux de chantier GO (banches, étais, ferrillages, etc.. liste non exhaustive)	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes	Selon PIC lot Gros Oeuvre - à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement	Extérieur selon PIC	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique
Menuiseries extérieures	Colis sur pupitres métalliques	Dans zone réservée à cet effet selon PIC lot Gros Oeuvre	Extérieur selon PIC	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique
Peintures / enduits PLâtrerie Menuiseries intérieures	Sur palette ou en colis Préférez stockage horizontal ou vertical stabilisé	Selon PIC lot Gros Oeuvre - à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement	A l'extérieur selon PIC A l'intérieur sur zone chantier / aucun stockage tampon accepté sur hall et palier escalier	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique Extincteur présent dans le local
Tous matériaux de construction - Bardage - Isolation - Matériel et matériaux divers	Aires destinées à stocker les matériaux.	Suivant évolution du PIC et de l'avancement des travaux	Matérialisation de la zone par panneau signalétique ou balisage périphérique	Clôture en périphérie des aires de stockage.
Engins Hydrocarbures	Carburants dans container ou cuve avec rétention	Stationnement sur zone définie	Chaque entreprise concernée	Extincteur à proximité Kit anti pollution à disposition

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Procédure générale : Les entreprises doivent laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux avec évacuation en décharge publique, Les déchets seront enlevés chaque jour par les entreprises. En cas de manquement des entreprises, le Maître d' Œuvre ou le CSPS pourront

demander à une entreprise extérieure spécialisée de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante.

Le nettoyage des postes de travail devra être réalisé quotidiennement et l'évacuation des déchets à l'avancement.

Aucun déchets ne sera toléré hors zone chantier.

Le nettoyage de fin de chantier est à la charge du Lot NETTOYAGE

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque zone de travaux	Autant de fois que nécessaire (obligation de résultat)	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Pour tous les travaux de terrassement, les entreprises devront tenir compte des réseaux existants. Plans de récolement à demander au chef d'établissement si nécessaire (notamment pour les travaux de terrassement) ainsi que DICT à demander aux concessionnaires.

Travaux en hauteur :Le travail sur échelle et escabeau est interdit, les entreprises devront utiliser des PIR, gazelles ou escabeaux à garde corps intégrés (art. R4323-63 du Code du Travail). Cependant, il sera toléré l'emploi d'escabeaux uniquement en cas d'impossibilité technique (à préciser dans le PPSPS) et pour des travaux ponctuels et de courtes durées .L'utilisation du harnais de sécurité pour les travaux en hauteur devra être de courte durée et non répétitif , uniquement en cas d'impossibilité technique de mise en place des protections collectives (A préciser dans le mode opératoire du PPSPS)Les équipements, matériels et protections individuelles devront être vérifiés et l'entretien de ces derniers certifié par la fourniture des PV de contrôle.En cas d'utilisation de nacelle automotrice,les conducteurs devront être habilités à la conduite de l'engin (recommandation CNAMTS R386) et en possession d'une autorisation de conduite de l'entreprisetout engin aura été contrôlé par un organisme indépendant (VGP)utilisation de l'engin selon les préconisation du constructeur

Travaux électriques : Les interventions sur matériels électriques devront faire l'objet d'une consignation de réseau en accord avec le maître d'ouvrage et maître d'œuvre. Toutes les mesures liées aux travaux électriques devront être respectées (consignation, port des EPI adaptés, périmètre de sécurité, extincteur à proximité...).

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tous bâtiment clos couverts en phase second oeuvre	LOTS TECHNIQUES TOUS LOTS	Extincteur adapté à disposition sur le poste de travail Bouteilles de gaz dans rack de stockage	Arrêt de tâche 2h00 avant fin de poste et surveillance des zones de travail

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront installées, vérifiées (selon réglementations et recommandations) et entretenues par le lot GROS OEUVRE qui les a mis en oeuvre.

Les dispositifs de protections collectives seront conformes aux réglementations et recommandations des organismes de prévention en vigueur.

Tout entrepreneur intervenant sur le chantier à la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment l'application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques propres encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la fin de son intervention.

Les mesures de protection collectives sont systématiquement privilégiées aux protections individuelles. Elles sont définies pendant la période de préparation avec les entreprises concernées et sont évolutives suivant l'avancement du chantier.

Les mesures de coordination correspondantes sont mises en place de manière à intégrer l'installation des protections collectives utilisables par tous les corps d'état jusqu'à la réalisation des protections définitives et sans s'opposer à leur mise en place.

Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle doit les remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise doit, à l'issue de ses travaux, rétablir sur les lieux un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.

Ces mesures seront définies dans les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé que l'entreprise remettra avant toute intervention.

TOUTE ENTREPRISE QUI DÉPOSERA DES PROTECTIONS COLLECTIVES POUR PERMETTRE SON INTERVENTION DEVRA PRÉALABLEMENT :
En demander l'autorisation au CSPS en présentant sa méthodologie de sécurisation de la zone concernée

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Il est demandé de privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux principes généraux de prévention.

Une convention de prêt sera signée par l'entreprise utilisatrice, cette dernière s'engage à ne pas modifier ni démonter le matériel mis à disposition.

La plate-forme VRD du bâtiment devra dépasser de 3,00 m environ de l'emprise du bâtiment pour la mise en place des échafaudages, la circulation des nacelles et engins.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Echafaudage de pied à installer sur sol plan et stabilisé en périphérie des bâtiments	Suivant planning + 2 mois après fin des travaux de façades	LOT 01	LOT 01	CHAQUE ENTREPRISE
Echafaudage intérieur	Echafaudages roulants	Travaux de second oeuvre et lots techniques	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Sans objet
Engin manutention au sol	A définir		CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	Sans objet

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Installation d'un branchement électrique provisoire de chantier vérifié par un organisme indépendant.

La distance entre le coffret électrique et le poste de travail ne doit pas excéder 25 mètres.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison ENEDIS	Installation de chantier	LOT 04	LOT 04

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoire générale	Selon PIC lot Gros Oeuvre L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour : - réseau cantonnement - réseau alimentation des postes de travail - réseau éclairage circulation	Selon PIC	LOT 04	LOT 04
Alimentation cantonnement	Coffret d'alimentation du cantonnement mis en place dans le cantonnement	Installation de chantier	LOT 04	LOT 04
Armoires secondaires	Mise en place de coffrets électriques de chantier en nombre suffisant Chaque coffret comprend notamment : - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - un bouton d'arrêt d'urgence coffrets fixés au mur (gaines techniques) ou déplaçable un coffret par niveau par cage d'escalier, tous les 20 m dans les parties communes.	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage circulation verticale	Eclairage des cheminements et accès	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage circulation horizontale	Eclairage des cheminements et accès	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	ELECTRICITE	ELECTRICITE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage de secours	Réparti aux accès et cheminements	A mettre en place à l'avancement des élévations du lot GROS OEUVRE	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Selon avancement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Interdiction de travaux superposés et/ou coactivité directe de zone d'intervention.

Concerne notamment :

- les risques liés aux manutentions
- les chutes d'objets, matériaux ou matériels
- les heurts entre engins de chantier, le personnel à pied
- les électrocutions par contact avec des câbles ou composants électriques sous tension
- les dangers occasionnés par des manœuvres imprévues

Toute dépose des protections collectives doit se faire sous EPI et mise en place de protection au moins équivalente --> Maintenir la continuité des protection

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux superposés	CHAQUE ENTREPRISE	Respecter planning et phasage D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, seront mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.	Dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, etc.. liste non exhaustive	CHAQUE ENTREPRISE
Manutention	CHAQUE ENTREPRISE	Levage et manutention de charge lourde	Interdiction de manutention et levage au droit des zones de travail Aucune charge ne doit rester suspendue sur la zone chantier	CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS
Menuiseries extérieures	Tous lots intervenant en FACADE Tous lots nécessitant des approvisionnements à l'avancement des élévations	Selon planification MOE	Interdiction de manutention et levage au droit des zones de travail Aucune charge ne doit rester suspendue sur la zone chantier	MOE pour planification

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	CHAQUE ENTREPRISE	Tous travaux	Mise en place d'un échafaudage de pieds conforme à la réglementation en vigueur	P.V. de montage des échafaudages de pieds à produire

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE réalisera une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail.

Au cours de cette visite les points suivants seront évoqués :

- Accessibilité au site
- Contrainte des avoisinants
- Raccordement réseaux possibles

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Depuis voie de circulation	Circulation routière	Signalétique réglementaire de voirie	CHAQUE ENTREPRISE	TERRASSEMENT
Environnement du chantier	Proximité de la zone urbaine Proximité du centre de stockage serveur ORANGE	Présence de publique Voie de circulation Bâtiment ORANGE à forte contrainte (vibration à éviter)	Sécurisation du chantier Panneaux réglementaire de chantier Information aux riverains	CHAQUE ENTREPRISE	MOA/ MOE
Interférence avec autre chantier	A définir selon démarrage chantier et problématique de tranche				

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD provisoires devront être réalisés avant démarrage des travaux comprenant l'installation de l'eau, électricité et eaux usées.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	A partir du réseau existant	Installation de chantier	LOT 05
Eau usées	A partir du réseau existant	Installation de chantier	LOT 05
Electricité	A partir du point de livraison de ENEDIS	VRD Préalable pour installation de chantier	LOT 04

5.2 CANTONNEMENTS

Les prescriptions en matière d'hygiène pour ces locaux sont définies dans le Code du travail aux articles R. 4534-138 à R. 4534-145.

Le cantonnement sera réalisé dès le début du chantier et devra être conforme aux recommandations de la carsat.

Le cantonnement sera raccordé en fluides et évacuations eaux usées

Un certain nombre d'éléments de l'installation de chantier est imposée par la maîtrise d'ouvrage eu égard des contraintes du site. Le plan d'installation devra comprendre les éléments suivants (liste non exhaustive) :

- L'implantation de la zone vie - L'implantation des zones de stockage ; (celles-ci devront être clôturées en barrières HERAS liaisonnées entre elles)
- Les moyens de levage envisagés ;
- Les cheminements possibles et autorisés ;
- L'implantation des raccordement électriques (coffrets) ;

En cas de présence de personnel féminin , prévoir des installations complémentaires spécifiques et exclusivement dédiées aux personnel féminin(sanitaire, vestiaires)

L'utilisation de sanitaire chimique est interdite. En cas d'impossibilité de raccordement, prévoir sanitaire sur fosse avec circulation d'eau

Un nettoyage quotidien sera maintenu pendant toute la durée des travaux

--> Aucun travaux ne pourront démarrer sans installation de base vie

- Base vie autonome mobile toléré pour les travaux préparatoires de courtes durée et en effectif illimité
- Installation spécifique DESAMANTAGE à charge de l'entreprise intervenante

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
-------------	------------------	--------------	-------------------------	--------------------------------	---------------------------	-------------------------

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum par personne En cas d'utilisation d'installation mobile autonome : max selon capacité roulotte	Cantonnement suivant P.I.C.	Armoires vestiaires, chaises	LOT 01	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	LOT 01
Réfectoire	Selon montée en charge des effectifs	Cantonnement suivant P.I.C.	Tables Chaises Micro-ondes Réfrigérateur	LOT 01	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	LOT 01
Sanitaires	Sanitaires équipés de chasse d'eau papier hygiénique, savons liquides cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes Séparations Hommes /Femmes	Cantonnement suivant P.I.C.	Lavabo avec eau chaude	LOT 01	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	LOT 01
Sanitaires sur chantier	A définir à différents niveaux selon l'avancement des élévations			LOT 01	CHAQUE ENTREPRISE selon utilisation --> Nettoyage régulier des points de contact	LOT 01

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Douches	Selon effectifs DESAMIANTE - GE - DEPLOMBAGE L'accès aux douches est obligatoire : • Lors de travaux insalubres ou salissants (ex : présence de plomb, d'amiante) • Eau à température réglable – Toujours les garder propres	Selon PIC GO	Spécifique selon réglementation	ENTREPRISE CONCERNE	ENTREPRISE CONCERNE	ENTREPRISE CONCERNE
Salle de réunion	Salle de réunion pour une vingtaine de personnes	Cantonnement suivant P.I.C.	Tables Chaises Armoires pour ranger les dossiers	LOT 01	LOT 01	LOT 01

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de non respect de la propreté des locaux, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet y compris les évacuations des gravats aux frais des entreprises responsables.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot 01, en charge de l'installation de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

Les entreprises doivent maintenir un état de propreté des installations de chantier et aucune détérioration ne devra avoir lieu.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Les lots nécessitant l'utilisation d'un bungalows (préciser quantité, besoin en raccords, type et surface du matériel) devront présenter leurs besoins pour validation et intégration au PIC de l'opération

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	LOT 04	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Dès l'ouverture du chantier, La MOA/ MOE prendra contact avec le centre de secours pour signaler le début d'intervention et mettre au point, en liaison avec la maîtrise d'oeuvre et le coordonnateur SPS, les dispositions spécifiques à l'intervention des secours. Cette mise au point permettra d'établir un plan général de secours, évolutif en fonction de l'avancement du chantier, qui précisera les accès, les parcours d'évacuation, la position des équipements de premiers secours et d'interventions.

--> Prévoir un point de rassemblement le plus proche de l'entrée principale (voirie), celui servira de repère pour accueillir les secours

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone portable de chaque chef de chantier ou responsable sur site	Toujours accessible A disposition des SST	Sans objet	CHAQUE ENTREPRISE
Accès secours	Entrée principale au chantier Selon PIC	Mettre à disposition un salarié pour guider les secours	Affiche "en cas de secours"	CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS
Point de rencontre	Selon PIC		Affiche "en cas de secours"	CHAQUE ENTREPRISE dans son PPSPS

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Secouriste	<p>La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.</p> <p>Chaque entreprise, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail disposer de salariés Sauveteurs Secouristes du Travail formés ou recyclés depuis moins d'un an</p>	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	CHAQUE ENTREPRISE
Trousse de secours	<p>Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.</p> <p>Dans chaque véhicules entreprise</p>	Cf recommandations OPPBTP sur le contenu de la trousse de secours		CHAQUE ENTREPRISE
Extincteur cantonnement	<p>Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire)</p> <p>Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.</p>	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	CHAQUE ENTREPRISE
Contrôle périodique	ELECTRICITE ECHAFAUDAGE ENGINS	Vérification Périodique Générale à réaliser par organisme indépendant	Affichage macaron organisme avec - Nom organisme - Date de validité	CHAQUE ENTREPRISE

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.		CHAQUE ENTREPRISE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

La soudure électriqueLa soudure au chalumeauLe découpage électriqueLe découpage au chalumeauLa lampe à souderL'outillage électriqueLe dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque

produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Rappel : le travailleur isolé est une personne qui effectue un travail hors de vue ou de voix et qui ne peut être secouru dans des délais courts en cas d'accident

Les interventions par du personnel isolé sont interdites : toute situation ne pouvant permettre au personnel d'être vu ou entendu.

Dans le cadre de son obligation de sécurité à l'égard des salariés, il appartient à l'employeur, dès l'étape de l'évaluation des risques, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades.

L'analyse des situations de travail peut éventuellement conduire à mettre à disposition des travailleurs des dispositifs d'alarme pour travailleurs isolés (DATI). La fourniture et le choix de ces équipements seront justifiés par leur adéquation avec la situation et leur cohérence avec les autres mesures mises en place dans le cadre des secours

Attention ! La mise à disposition d'un DATI ne peut se substituer aux mesures définies pour prévenir les risques et satisfaire à l'obligation générale de sécurité.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Conformément à la réglementation, le CSPS rappelle qu'il est interdit de démarrer les travaux sans avoir au préalable réaliser l'Inspection Commune et transmis le PPSPS

- Les entreprises doivent prendre contact 2 semaines avant le début d'intervention afin de réaliser une visite d'inspection commune.- Le PPSPS doit être transmis avant intervention.

En cas de sous traitance

--> Transmettre demande d'agrément des entreprises sous traitantes à MOA et MOE pour acceptation

--> S'assurer de la validation de l'agrément avant intervention

--> Organiser les IC et PPSPS des sous traitants après validation DC4 et avant intervention

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

REHABILITATION DES LOCAUX RDC CNAF

22 RUE NODOT
21000 DIJON

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: DIJON
RUE :22 RUE NODOT

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: .